

### L'énergie

il y a une quinzaine de jours offrira des subventions jusqu'à concurrence de \$800 par maison à ceux qui voudront passer du mazout au gaz naturel. C'est un programme essentiel. Nous devons construire des gazoducs dans les régions qui ne sont pas alimentées en gaz naturel. Quand le programme énergétique aura été pleinement instauré d'ici quelques années, nous pourrions probablement économiser quelque 300,000 barils de pétrole par jour grâce au programme de remplacement du pétrole par le gaz naturel, l'électricité, les autres formes d'énergie renouvelable et l'énergie solaire, et au programme amélioré d'isolation des maisons. Nous garantissons que les distributeurs de gaz naturel pourront augmenter leurs approvisionnements. Nous encourageons les gens à isoler leur maison et à choisir d'autres sources d'énergie que le pétrole, ce qui réduira la demande de ce combustible. De nouvelles usines de valorisation du pétrole lourd seront construites à Sarnia, à Montréal, à Québec et à d'autres endroits de raffinage au Canada pour faire en sorte que les huiles résiduelles, dont on exporte actuellement une bonne partie aux États-Unis et qu'on utilise moins efficacement qu'on ne pourrait le faire, soient valorisées et transformées ainsi en essence et en d'autres combustibles de chauffage, ce qui réduira les importations. De toute évidence, les possibilités de production de la région de l'Ouest diminuent graduellement et c'est pourquoi nous voulons instaurer un régime qui favorisera une augmentation de la production dans le haut Arctique et dans les terres du Canada.

● (2140)

Le gouvernement offrira des encouragements spéciaux dans le cadre du programme des encouragements pétroliers. Toute société pétrolière pourra faire \$1 d'investissement dans ces régions pour 28c. de dépenses réelles. Quant aux sociétés canadiennes, elles pourront dépenser \$1 pour la prospection pour une dépense nette de 7c. Selon les prévisions, au cours des quatre prochaines années, le gouvernement fournira environ 2 milliards et demi de dollars sous forme d'encouragements dans ces régions et instaurera en même temps un régime de prix plus élevés. Nous voulons mettre sur pied un programme qui visera non seulement à réduire la demande, ce que le budget Clark ne faisait pas, mais aussi à augmenter la production sur les terres du Canada. Nous avons un programme global qui a déjà épargné beaucoup d'argent aux Canadiens. On m'informe que les économies réalisées depuis décembre 1979 s'élèvent à environ 2.2 milliards de dollars. Cela donne environ \$93 par habitant, ou \$370 par famille.

Cependant, si le Programme énergétique national fixe des hausses modérées au cours de la première moitié de la décennie, il prévoit une accélération du rythme de ces hausses au cours de la deuxième moitié. En même temps, le prix de notre pétrole sera un prix pondéré, fixé au Canada et non lié automatiquement au cours mondial. Il s'agit donc d'un programme qui augmentera les recettes du gouvernement fédéral, des provinces productrices et des sociétés pétrolières et gazières, tout en réduisant la demande à cause de la baisse de la production dans les secteurs de production traditionnels de l'ouest du Canada.

Ce sont là quelques-uns des points que je voulais aborder, monsieur l'Orateur. On a omis de signaler que ce programme du gouvernement fédéral est conçu de manière à ce qu'un plus fort pourcentage de l'industrie pétrolière canadienne appartienne aux Canadiens. Il suffit d'observer la période allant de

1975 à 1979. On constate que des capitaux de l'ordre de 2.1 milliards de dollars en provenance de l'industrie du pétrole et du gaz ont quitté notre pays. Ce chiffre ne tient pas compte des dividendes et des intérêts. Mais le Programme énergétique national vise un plus fort pourcentage—jusqu'à 50 p. 100—de propriété canadienne d'ici la fin de la décennie. Ainsi, on réduirait les pertes attribuables à la fuite de ces revenus et dividendes, ce qui permettrait d'accroître la participation canadienne à l'industrie.

**M. Tom McMillan (Hillsborough):** Monsieur l'Orateur, je me réjouis de prendre part ce soir au débat sur la motion invitant la Chambre des communes à condamner le gouvernement pour avoir de nouveau et sans nécessité grevé tous les consommateurs, et surtout les utilisateurs de mazout, sans alléger le fardeau des personnes les moins capables de l'assumer. La motion porte sur le coût élevé de l'énergie, lequel s'explique en bonne partie par les taxes imposées par le gouvernement fédéral, et que doit payer le consommateur. En réalité, cependant, la motion a plus trait à la supercherie et à la duperie—et je dirais même à l'immoralité—qu'aux prix à la consommation en lui-même. C'est avec une certaine prudence que j'emploie le mot «immoralité», monsieur l'Orateur, mais, néanmoins, je l'emploie avec assurance. Cette étiquette correspond bien au gouvernement d'en face qui a renversé un autre gouvernement, celui de M. Clark, en décembre 1979, principalement en raison des efforts déployés par le gouvernement conservateur pour relever de 18c. le prix du gallon d'essence. Il s'agit du parti qui a renversé le gouvernement Clark et qui a ensuite fait campagne en promettant de contenir les prix de l'énergie. Aujourd'hui, un peu plus d'un an plus tard, ce nouveau gouvernement a relevé le prix de l'essence et du mazout de chauffage—non pas simplement le prix de l'essence, mais également le prix du mazout de chauffage domestique—bien au-delà des prix préconisés par le parti attaqué. En effet, ces gens ont imposé des prix plusieurs fois supérieurs à ceux qu'ils avaient promis lors de la dernière campagne électorale.

Quand je regarde les députés d'en face, monsieur l'Orateur, je me demande combien d'entre eux ont réussi à se faire élire grâce à cette duperie. J'oserais dire qu'il y en a pas mal et qu'un bon nombre d'entre eux sont ceux-là mêmes qui, comme des phoques bien entraînés, applaudissent à toute justification ridicule qu'avance le ministre des Finances (M. MacEachen) et le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) pour nous faire accepter de nouvelles taxes sur l'énergie.

● (2150)

Ne nous méprenons pas sur les promesses faites par le parti libéral au cours de la campagne électorale de février 1980. L'actuel ministre des Finances, qui était alors l'un des principaux porte-parole de l'opposition, a dit: «Si vous votez libéral, les prix n'augmenteront pas». Le premier ministre (M. Trudeau), alors chef de l'opposition, a dit ceci devant un groupe de dirigeants de la collectivité italienne de Toronto: «M. Clark nous a demandé à nous, libéraux, de nous prononcer clairement sur la question du prix de l'essence. Je crois que beaucoup de Canadiens nous le demandent aussi. Eh bien, je vais le faire. La hausse que nous imposerons sera inférieure à 14c. le gallon.»

Dans ma propre province, à Summerside, le premier ministre actuel, qui était alors chef de l'opposition, a pris la parole le